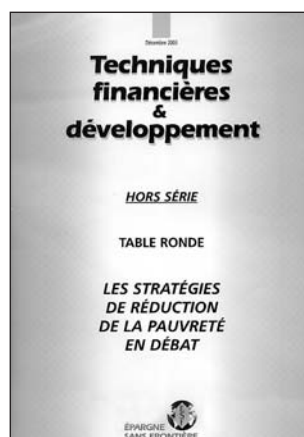


Techniques financières et développement, Les stratégies de réduction de la pauvreté en débat Hors série



Devant les nombreuses réactions suscitées par le n° 69 sur « les stratégies de réduction de la pauvreté », Épargne Sans Frontière a décidé de laisser le débat s'instaurer plus largement encore, en organisant une table ronde le 25 avril 2003, avec le Réseau d'appui aux politiques publiques de réduction de la pauvreté et des inégalités. La forte participation d'acteurs divers (praticiens, universitaires, journalistes comme : Marc Lévy, du Réseau d'appui aux politiques publiques de réduction de la pauvreté et des inégalités, Patrice Tranchant de l'Agence française de développement, Jean-Pierre Cling de Dial, Jean-Claude Berthélemy,

professeur à l'Université Paris-I) n'a fait que confirmer l'importance et le caractère très sensible de ce sujet. Ce document retranscrit intégralement les débats. *Épargne Sans Frontière, décembre 2003*

« La microfinance au service de l'agriculture familiale »

Séminaire international, 21-24 janvier 2002, Dakar, Sénégal
Série Partenariats : Afraca, Cirad, CTA, DGCID, Enda-Graf, Fida, Cerise



Depuis une quinzaine d'années, la microfinance connaît un développement important, sous des formes institutionnelles variées, dans la plupart des pays du Sud. Ce développement a été engagé avec un double objectif : lutter contre la pauvreté, en fournissant aux populations qui n'ont pas accès aux banques classiques, des services financiers durables, capables de soutenir leurs activités économiques et processus d'accumulation. Avec la faillite des banques de développement et le désintérêt des banques classiques pour le secteur rural, les institutions de microfinance (IMF) sont aujourd'hui les seuls acteurs finan-

ciers impliqués en milieu rural (hormis le secteur informel). (...) Dans le contexte actuel de libéralisation des économies du Sud, le manque d'accès au financement reste une contrainte majeure du développement des agricultures familiales. La microfinance répond mal et de manière limitée aux besoins spécifiques du financement de ces agricultures et leur seule capacité d'auto-financement ne suffit pas. (...) La question de la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture prend une acuité renforcée. Le Cirad, le réseau Cerise, le CTA, le Fida, le Ministère des Affaires étrangères, l'Afraca et l'Enda-Graf se sont associés pour organiser un séminaire sur ce thème à Dakar du 21 au 24 janvier 2002. Ce document en fait la synthèse.

Ministère des Affaires étrangères.

La décentralisation en Afrique de l'Ouest, entre politique et développement

Sous la direction de Marc Totté, Tarik Dahou et René Billaz

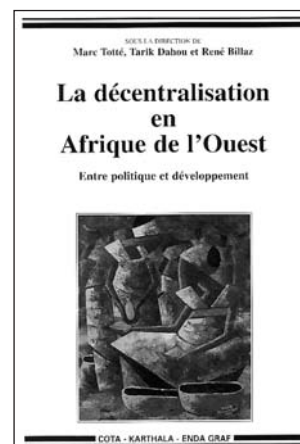
On a beaucoup vanté, ces dernières années, l'émergence d'une démocratie locale capable de contrebalancer les tendances hégémoniques des États centralisateurs. Une dizaine d'années après l'arrivée massive des structures paysannes, d'opérateurs privés et de collectivités locales publiques suite au démantèlement des appareils de développement, on dispose du recul suffisant pour apprécier l'impact réel des réformes en dehors des proclamations officielles. Qu'en est-il réellement ? La décentralisation est-elle une nouvelle construction idéologique destinée à perpétuer un modèle dominant de développement, ou bien est-elle portée

par la base, réclamée, voire initiée par les acteurs au niveau local ?

Les ONG Cota et Enda-Graf ont réuni différentes contributions afin de rendre plus lisibles les concepts et les enjeux ; d'illustrer des dynamiques locales inédites d'affrontement et d'arbitrage ; de rendre compte des nouvelles opportunités (techniques et organisationnelles) et contraintes qui s'offrent au développement. Ce premier résultat donne une image contrastée mais étonnamment cohérente des rapports entre développement et décentralisation.

Synthétisé dans un dialogue à trois voix, provenant d'horizons disciplinaires variés, cet ouvrage s'adresse principalement aux agents et responsables d'organisation de développement, aux élus ou fonctionnaires des pouvoirs publics, ainsi qu'aux chercheurs des différentes disciplines concernées. Il a donc une composante pédagogique qui se traduit par des rappels de connaissances et un effort de clarification des concepts et des modèles. Il s'adresse plus généralement à tous ceux qui sont engagés dans une démarche d'interrogation du système actuel d'aide au développement et des modes de gouvernance, que ce soit au Sud ou en Europe.

Éditions Karthala



Programme des sessions de formation internationales pour l'année 2004

Le Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest (Cesao) à Bobo-Dioulasso offre en 2004 des sessions de formation internationales à l'intention de différents acteurs sur les thèmes suivants : « Animation pour le renforcement institutionnel des organisations de producteurs », « Appui à la promotion d'activités rémunératrices », « Élaboration et réalisation de modules de formation », « Mécanismes des échanges commerciaux dans le cadre des accords de partenariat économiques régionaux - Aper (ACP-UE) », « Mécanismes de commerce international dans le cadre de l'OMC », « Instruments de mesure de la pauvreté et du niveau de développement à l'échelle locale ».

Pour tous renseignements, veuillez contacter :

Cesao, Centre de Bobo-Dioulasso, 01 BP 305, Bobo-Dioulasso, Burkina, tél. : (226) 97 10 17// 97 16 84, fax : (226) 97 08 02, cesao.bobo@fasonet.bf ou directcesao@fasonet.bf

